

AVIGNON CGT, FO et Solidaires Finances

## Finances publiques : la grogne des syndicats



Les syndicats CGT, FO et Solidaires Finances publiques 84, inquiets du projet de redéploiement du réseau des finances publiques dans le Vaucluse. Photo Le DL/Nicolas FRANÇOIS

Alors que ce lundi 16 novembre, la direction générale des Finances publiques de Vaucluse devait présenter, à l'occasion d'un comité technique local, les principales évolutions à venir en matière de déploiement de ses services, la CGT, FO et Solidaires 84 ont boycotté la réunion pour manifester leur opposition au nouveau réseau de proximité.

### « C'est une version low cost du service auprès des usagers ».

« Ce que la direction des Finances publiques propose, c'est une version low cost du service auprès des usagers, déclare Laurent Derbes de Solidaires 84. On souhaite conserver notre réseau tel qu'il est alors qu'il a déjà subi des fermetures de services comme à Cadenet, Gordes, Mormoiron et Pernes. »

En ligne de mire, la disparition, d'ici les trois ans à venir, des 13 trésoreries restantes du Vaucluse pour les remplacer par plusieurs points de contact avec, en premier lieu, les maisons France Services et les bureaux de tabac.

Une stratégie dénoncée

par l'intersyndicale qui voit là un appauvrissement du service rendu aux particuliers. « Ce sera vraiment le service minimum rendu au contribuable, s'indigne Frédéric Sottet, représentant CGT 84. Les buralistes n'étant pas formés pour, poser une question sur ses impôts ou demander un délai de paiement, tout ça sera fini. Le contribuable ne pourra plus se renseigner, demander des conseils ou faire une réclamation. »

L'intersyndicale dénonce un « simulacre de dialogue social » et une volonté de la direction des Finances publiques de « profiter de la période de confinement pour faire passer au forceps le projet qui entraînera à terme des suppressions de postes, note Jean-Luc Bonnal, responsable FO en Vaucluse. Un projet de service décentralisé qui est rejeté à la fois par les agents, les syndicats, les usagers et dont nombre d'élus ne veulent pas. »

Et de noter que pour conserver la Trésorerie de Sorgues (un bassin de 40 000 habitants), une pétition a recueilli plus de 2 000 signatures.

Nicolas FRANÇOIS